

COMMISSION DE L' ACTION DISCIPLINAIRE ET DE L' ÉTHIQUE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Les n° d'article de la Partie I relative à la Commission commencent par la lettre « C »

Les n° d'article de la Partie II relative à la Discipline commencent par la lettre « D »

Les n° d'article de la Partie III relative à l'Éthique commencent par la lettre « E »

PARTIE I : MISSIONS, COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

Article C1 Conformément à l'article 7 du règlement disciplinaire, la Fédération Française des Échecs institue l'organe de la fédération compétent pour engager les poursuites disciplinaires dénommé « Commission de l'Action Disciplinaire et de l'Éthique » (CADÉ). Cette commission est également chargée du secteur de l'éthique au sein de la fédération. Conformément à l'article 1 du règlement disciplinaire, le présent règlement intérieur, en particulier sa Partie II, a pour objet de préciser et de compléter ledit règlement disciplinaire et il doit être approuvé par le comité directeur de la fédération.

Article C2

C2.1 La commission assure d'une manière générale sous le contrôle du comité directeur, la direction du secteur disciplinaire de la fédération. Elle a compétence à ce titre pour définir, préciser, suivre et contrôler les procédures applicables pendant tout le déroulement des affaires disciplinaires.

C2.2 La commission veille en outre au respect des règles d'éthique incluses dans les différentes chartes de la fédération et plus généralement, dans la charte de déontologie du sport visée à l'article 11.5 des statuts fédéraux. Elle a compétence à ce titre pour diligenter toute action pouvant conduire à des recommandations pour d'éventuels manquements à l'éthique ou à la déontologie du sport.

Article C3

C3.1 La commission se compose d'au moins trois (3) membres et d'au plus trois (3) suppléants. Un des membres de la commission doit appartenir au comité directeur de la fédération. Nul ne peut être membre d'un autre organe disciplinaire. Les membres et leurs suppléants ne peuvent être liés à la fédération par un lien contractuel autre que celui résultant éventuellement de leur adhésion.

C3.2 La durée du mandat des membres et suppléants est fixée à quatre (4) ans. Toutefois, leur mandat expire au plus tard trois (3) mois après la fin du mandat du comité directeur de la fédération. Le mandat des membres et suppléants est renouvelable.

C3.3 Les membres de la commission, leur président ainsi que leurs éventuels suppléants sont désignés par le comité directeur de la fédération sur proposition du bureau fédéral. Dès leur première réunion, les membres désignent un vice-président sur proposition du président. En cas d'absence ou d'empêchement définitif du président, la présidence est assurée par le vice-président. Lorsque l'empêchement définitif d'un membre est constaté, un nouveau membre est désigné dans les mêmes conditions que son prédécesseur pour la durée du mandat restant à courir.

Article C4 La commission se réunit sur convocation du président. La commission ne peut valablement délibérer que si trois (3) au moins de ses membres participent aux délibérations. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante. A l'initiative du président et sous sa responsabilité, les décisions ou les recommandations de la commission peuvent faire suite à une réunion physique ou téléphonique de ses membres ou encore à des échanges de courrier par voie électronique ou postale. Les décisions ou recommandations de la commission sont signées par le président.

Article C5 Les membres ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt direct ou indirect à une affaire disciplinaire ou d'éthique. Dans ce cas, le président de la commission peut faire appel à un ou plusieurs suppléants. A l'occasion d'une même affaire disciplinaire, nul ne peut siéger dans un autre organe disciplinaire s'il a été à l'origine de l'engagement des poursuites disciplinaires.

Article C6 Les membres et leurs suppléants sont astreints à une stricte obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont ils ont pu avoir connaissance dans le cadre de leurs fonctions. Toute infraction à cette disposition entraîne la cessation des fonctions du membre ou du suppléant.

Article C7 Lors de chaque assemblée générale annuelle, le président de la commission présente un rapport d'activité du secteur disciplinaire et du secteur de l'éthique relatif à la saison écoulée.

PARTIE II : RÈGLEMENT DU SECTEUR DISCIPLINAIRE

Article D1 Conformément à l'article C1 du présent règlement intérieur, la présente Partie II intitulée « règlement du secteur disciplinaire » a pour objet exclusif de préciser et de compléter le règlement disciplinaire de la fédération. Par conséquent, le règlement disciplinaire et cette Partie II intitulée « règlement du secteur disciplinaire » doivent être appliqués par l'ensemble des acteurs de la filière disciplinaire. En cas de contestation pouvant survenir quant à leur application ou leur interprétation, la « commission de l'action disciplinaire et de l'éthique » a compétence pour trancher la contestation.

TITRE I : LISTE DES INCRIMINATIONS

Article D2 Tous les manquements aux règles techniques du jeu et les infractions à l'esprit sportif peuvent entraîner une sanction disciplinaire. En outre, tout licencié dont les actes ou le comportement sont de nature à nuire au fonctionnement normal de la fédération ou à la réalisation de son objet social peut faire l'objet d'une sanction pour motif grave pouvant aller jusqu'à la radiation de la fédération.

Chapitre 1 : Incriminations individuelles

Article D3 Est passible de sanction, tout licencié qui dans le cadre des activités échiquéennes :

- contrevient aux dispositions des statuts et règlements fédéraux ;
- commet une faute contre l'honneur, la bienséance ou l'éthique sportive ;
- aura publiquement calomnié, injurié ou frappé un joueur, un arbitre, un animateur, un entraîneur, un accompagnateur officiel, un dirigeant national ou territorial, un organisateur ou un spectateur.

Article D4 Est passible de sanction tout représentant de la fédération, arbitre, animateur, entraîneur, accompagnateur officiel, dirigeant national ou territorial qui :

- aura commis une faute grave dans l'exercice de ses fonctions (par exemple une faute de gestion) ou aura par ses actes ou son comportement cessé de s'en montrer digne ;
- aura utilisé ses fonctions à des fins personnelles ou dans un but de lucre.

Chapitre 2 : Incriminations collectives

Article D5 Sont passibles de sanctions les clubs, les ligues régionales, les comités départementaux qui auront contrevenu aux statuts et règlements de la fédération ou violé les règles générales d'éthique ou de déontologie du sport. En cas de litiges liés à la non-conformité des statuts et règlements existants, les sanctions ne sont applicables qu'après une mise en demeure par l'organe disciplinaire saisi du litige envoyée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et non suivie d'effet.

TITRE II : COMPÉTENCES DES DIFFÉRENTES COMMISSIONS DE PREMIÈRE INSTANCE

Article D6 D'une manière générale, chaque commission régionale de discipline est compétente pour juger les affaires disciplinaires survenant sur son territoire d'action. Les sanctions prononcées par les commissions régionales sont applicables sur tout le territoire national.

Article D7 La commission fédérale est compétente pour juger les affaires survenant à l'occasion des compétitions organisées ou homologuées directement par la fédération et pour toute violation des statuts de la fédération, de la ligue régionale ou du comité départemental par leurs dirigeants.

Article D8 En cas de contestation de compétence pouvant être soulevée par toute partie concernée par une affaire disciplinaire, par tout dirigeant fédéral ou par l'instructeur, le dossier est automatiquement pris en charge par l'instructeur fédéral puis la commission fédérale de première instance.

TITRE III : RÔLE DE LA COMMISSION DE L' ACTION DISCIPLINAIRE ET DE L' ETHIQUE

Article D9 La Commission de l' Action Disciplinaire et de l'Éthique (CADÉ) instituée conformément à l'article 7 du règlement disciplinaire est le seul organe de la fédération compétent pour engager les poursuites disciplinaires. Elle reçoit tous les engagements d'actions disciplinaires qu'ils émanent des licenciés ou des clubs affiliés (plaintes) ou des représentants de la fédération (demandes de sanction).

Article D10 A cet égard, elle est le premier niveau d'exercice du pouvoir disciplinaire de la fédération. Selon les circonstances, notamment en cas de litiges mineurs, elle peut éventuellement diligenter une action de conciliation pouvant éviter une poursuite et un jugement inutiles.

Article D11 En application de l'article 14 du règlement disciplinaire, la CADÉ qui est à l'origine des poursuites peut éventuellement interjeter appel d'une décision de première instance quelle que soit la commission de discipline concernée, régionale ou fédérale.

Article D12 La commission assure d'une manière générale la direction de tout le secteur disciplinaire. A ce titre, elle chargée du suivi et du contrôle de toutes les procédures qu'elle a engagées :

- a) le numéro de référence qu'elle donne au départ de l'affaire devra être respecté pendant toute la procédure ;
- b) les dates des actes de procédure lui seront immédiatement et automatiquement communiqués par les responsables desdits actes : instructeurs, présidents des commissions de première instance et de la commission d'appel ;
- c) en même temps que les notifications aux intéressés, les présidents des commissions de première instance lui adresseront une ampliation de la décision et le dossier complet de l'affaire ;
- d) en cas d'appel de sa part ou de la personne sanctionnée, elle adresse le dossier au président de la commission d'appel qui se conformera à l'alinéa précédent (c).

Article D13 La commission assure l'archivage de tous les dossiers à la fin de la procédure interne et la publicité des décisions prises sur le site fédéral, dans la revue fédérale et vers le responsable du bulletin des arbitres fédéraux (BAF).

Article D14 Lors de sa mise en place, après son renouvellement par le comité directeur au début de son mandat, la commission décide de la suite à donner aux affaires en cours non abouties.

TITRE IV : ENGAGEMENT DES POURSUITES DISCIPLINAIRES

Article D15 La « demande de sanction » émane d'une personne représentant la fédération et agissant es qualité : arbitre, dirigeant ou responsable de la fédération ou d'un de ses organismes déconcentrés. La « plainte » émane soit d'un adhérent licencié ou de son représentant légal si le licencié est mineur, soit d'un club affilié qui doit alors être représenté par un de ses dirigeants statutaires. Dans tous les cas, l'auteur d'une demande de sanction ou d'une plainte doit avoir intérêt légitime et qualité à agir.

Article D16 La demande de sanction ou plainte doit être adressée au président de la commission de l'action disciplinaire et de l'éthique (CADÉ) dont l'adresse figure a minima sur le site de la fédération. La demande de sanction peut lui être adressée par simple lettre. Pour être recevable, la plainte doit lui parvenir par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article D17 La commission décide de la recevabilité ou non de la demande de sanction ou plainte tant sur la forme que sur le fond. Elle fait préciser ou compléter le cas échéant au demandeur ou plaignant les éléments de sa requête. Elle vérifie la légitimité à agir du demandeur ou plaignant et sa qualité de licencié à la date des faits dénoncés et de son envoi. En application des articles D2 à D5 ci-dessus, elle vérifie la réalité des infractions signalées.

Article D18 La commission peut alors solliciter toute expertise ou avis extérieur si elle le juge utile.

Article D19 La décision de poursuivre est motivée en fait et en droit et signée par le président de la commission. Ce dernier engage la poursuite au plus tard quinze (15) jours après la recevabilité en saisissant un instructeur. Une copie de la saisine est adressée au président de la commission de première instance concernée selon les compétences retenues pour chaque niveau. Pour les affaires dispensées d'instruction en application de l'article 7.3 du règlement disciplinaire, le président de la CADÉ saisit alors directement la commission de première instance concernée.

Article D20 Le rôle de l'instruction est de transmettre à la commission de première instance un dossier en état d'être jugé, c'est à dire d'édifier ses membres sur les charges faisant l'objet de la poursuite et sur les arguments du défendeur, dans le respect du contradictoire. L'instructeur signale dans son rapport les difficultés ou impossibilités rencontrées pour y parvenir. Si l'instruction ne permet pas d'établir la réalité des griefs, le rapport et le dossier sont adressés à la CADÉ qui statuera sur un éventuel abandon de la poursuite, décision qui sera notifiée à l'instructeur, à la commission de première instance et aux intéressés.

Article D21 En cas de rejet d'une demande ou plainte, celui-ci est motivé et signifié au demandeur ou plaignant et son dossier lui est intégralement retourné. Le licencié dont la plainte est rejetée peut alors présenter directement son dossier à la commission fédérale de discipline qui sera tenue de statuer selon ses procédures habituelles. Cette action directe est conduite exclusivement par l'intermédiaire d'un conseil mandaté par le plaignant, avocat ou représentant d'une société de protection juridique.

Article D22 Trois ans après qu'ils se soient produits, les faits dénoncés sauf action en cours, sont considérés comme prescrits. S'il n'est pas possible de les dater avec précision, la CADÉ au vu des éléments en sa possession décidera d'une éventuelle prescription.

Article D23 Les articles 13 et 16 du règlement disciplinaire précisent les délais laissés aux commissions de première instance et d'appel pour statuer. La CADÉ veille au strict respect de ces délais de traitement. Elle assure le dessaisissement éventuel d'un organe disciplinaire de première instance vers l'organe d'appel en cas de non respect des dates ou des procédures.

PARTIE III : RÈGLEMENT DU SECTEUR DE L'ÉTHIQUE

Article E1 Les manquements aux règles d'éthique sont fondés sur la charte du joueur de la fédération, sur la charte de la Fédération Internationale des Échecs (FIDE) et plus généralement, sur la charte de déontologie du sport du Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF).

Article E2 Seuls les dirigeants de la fédération et ceux des organismes déconcentrés peuvent, s'ils en constatent la répétition, évoquer à la commission les cas qu'ils considèrent graves de manquement aux règles d'éthique. Si la commission considère après délibération, l'évocation des faits recevable, sa décision est alors motivée, signée par le président et notifiée au demandeur et au licencié mis en cause.

Article E3 Le licencié mis en cause, le demandeur et les témoins éventuels sont convoqués devant la commission dans les trois (3) mois qui suivent l'évocation des faits. Le défendeur ne peut se faire représenter mais peut être accompagné d'une personne de son choix.

Article E4 La commission est habilitée à prononcer à l'encontre du licencié mis en cause une ou plusieurs recommandations éthiques. La recommandation est motivée en application des textes fondamentaux de l'éthique et de la déontologie du sport. La recommandation est sans appel.

Article E5 La recommandation est communiquée à la Direction Technique Nationale (DTN), à la Direction Nationale de l'Arbitrage (DNA), à la ligue régionale du licencié concerné et publiée de manière anonyme dans les médias fédéraux (site, bulletin des arbitres, revue fédérale).